



LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE DIRECTEUR
GENERAL DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

RGPP : LA DELEGATION DU MANS EST-ELLE
MAINTENANT SOUS LA COUPE DU PREFET DE LA
SARTHE ?

Le 20 septembre 2010

Monsieur le Directeur Général,

Nous avons eu la très désagréable surprise d'apprendre que nos collègues de la délégation Anjou-Maine ont été insérés dans un vaste projet de regroupement des services de l'Etat qui devrait se concrétiser à l'horizon 2015, en l'occurrence par leur déménagement dans les locaux de l'ancienne gendarmerie du Mans.

Cette nouvelle ne leur a pas été communiquée officiellement. Ils l'ont apprise indirectement à l'issue de la visite officielle des futurs locaux effectuée le 15 septembre dernier par le préfet en présence des représentants des services de l'Etat et...de leur délégué !!! La presse locale a largement relayé cet événement en mentionnant que ce regroupement concernait notamment « les établissements publics de l'Etat implantés dans la Sarthe ». En réalité, les journalistes ne faisaient que reprendre les termes d'une édition spéciale de la gazette d'information sur la RGPP en Sarthe, datée de septembre 2010, que nous nous sommes procurée depuis.

Ce projet n'est pas anodin. Nous considérons, s'il devait se concrétiser, qu'il est lourd de menaces pour l'avenir de l'agence (et plus généralement des agences) puisqu'un rapprochement physique avec les services de l'Etat ne peut que préfigurer, selon nous, une fusion à terme : **ce déménagement constituerait, à n'en pas douter, la première phase du démantèlement de l'agence Loire-Bretagne.**

Monsieur le Directeur, vous n'avez pas respecté le droit à l'information des agents concernés, ni mentionné ce projet lors de la dernière réunion de rentrée sociale du 9 septembre dernier avec les représentants du personnel du SNE-FSU, ni d'ailleurs au dernier CTPC. C'est pourquoi nous considérons qu'il y a de votre part un **manquement très grave au dialogue social**. Par-dessus tout, les instances de bassin n'ont pas, à notre connaissance, été saisies, ce qui constitue **un déni de démocratie flagrant**.

Nous sollicitons de **toute urgence des éclaircissements** qui, nous l'espérons, seront de nature à nous rassurer quant à la réalité de ce projet. Pour cela, nous vous demandons de bien vouloir convoquer une **réunion extraordinaire** avec l'ensemble des représentants du personnel de notre agence.

Veillez agréer, monsieur le Directeur Général, l'expression de notre considération distinguée.

Les représentants du personnel SNE-FSU :
Xavier Bourrain, Sylvie Delarue, Jean-Noël Gautier, Bertrand Ollagnon, Anne Oury,
Jean-Pierre Masson, Alain Sigot,

Copies : Le secrétaire Gal du SNE et secrétaire Branche Agences de l'eau -Onema